**PROVINCE DE QUÉBEC
CANADA**

ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE du conseil municipal du **lundi 16 juin 2025 à 16 h 30**, dûment convoquée par la mairesse, tenue au 23, chemin Millington, à laquelle sont présents : **la mairesse Lisette Maillé et les conseillers Victor Dingman, Claire Rocher, Jean de Blois et Bernard Jeansonne**, tous membres du conseil et formant quorum sous la présidence de la mairesse selon les dispositions du *Code municipal*.

Le conseiller François Tanguay est absent.
La directrice générale et greffière-trésorière Manon Fortin est présente.

ORDRE DU JOUR

1. Adoption de l'ordre du jour;
2. Demande de dérogation mineure n° 2025-06 – 25, chemin des Fleurs;
3. Offre de service pour un mandat d'urbanisme;
4. Personnes désignées à l'application de règlements;
5. Adjudication du contrat de réfection du quai Bryant;
6. Embauche d'un directeur des Travaux publics et Infrastructures;
7. Levée de l'assemblée.

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (2025-06-187)

**Il est proposé par le conseiller J. de Blois
appuyé par la conseillère C. Rocher**

ET RÉSOLU d'approuver et d'adopter l'ordre du jour tel que présenté.

ADOPTÉ

2. DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE N° 2025-06 – 25 CHEMIN DES FLEURS (188)

2025-06-188

ATTENDU la demande de dérogation mineure n° 2025-06 pour permettre la construction de deux toits terrasse sur une nouvelle résidence qui comporte un toit en pente sur plus de 50 % de sa superficie;

ATTENDU QUE l'actuel règlement de zonage n° 16-430 ne permet pas les terrasses sur les toitures;

ATTENDU QU'une modification du règlement autorisant l'aménagement d'un toit-terrasse pour un bâtiment principal ou accessoire sous réserve d'une distance minimale à respecter avec les lignes de terrain, a été déposée en premier projet, le 2 juin 2025;

ATTENDU que la demande de dérogation a été déposée et analysée par le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) avant l'adoption du projet de règlement, mais qu'elle en respecte néanmoins les critères;

ATTENDU l'avis favorable des membres du Comité consultatif d'urbanisme (CCU);

EN CONSÉQUENCE,

**Il est proposé par le conseiller B. Jeansonne
appuyé par la conseillère C. Rocher**

ET RÉSOLU QUE :

au vu de l'avis favorable du CCU, la demande de dérogation mineure n° 2025-06 soit et est acceptée telle que présentée au Conseil, celui s'étant déjà prononcé unanimement en faveur de la modification au règlement de zonage.

ADOPTÉE

3. OFFRE DE SERVICE POUR UN MANDAT D'URBANISME (189)

2025-06-189

ATTENDU l'annonce par le promoteur d'un futur projet domiciliaire dans la zone 3.5-RUpe du plan de zonage de la municipalité, laquelle est assujettie au règlement n° 16-435 des plans d'aménagement d'ensemble de la municipalité, adopté en 2016;

ATTENDU que, bien qu'il n'ait pas encore été déposé à la Municipalité, le projet a provoqué une mobilisation citoyenne d'opposition, entre autres lors des périodes de questions des séances du conseil;

ATTENDU l'adoption en avril 2024 du nouveau Schéma d'aménagement et de développement durable de la MRC de Memphrémagog;

ATTENDU QUE la superposition des dispositions réglementaires à l'échelle locale et régionale rend difficile la compréhension objective des règles;

ATTENDU QUE la Municipalité n'a actuellement pas les ressources internes nécessaires pour faire une analyse factuelle et rigoureuse de l'ensemble des règles applicables;

ATTENDU QUE le Conseil souhaite obtenir un avis professionnel indépendant et éclairé pour répondre aux questions d'intérêt avancées par les citoyens;

EN CONSÉQUENCE,

**Il est proposé par le conseiller V. Dingman
appuyé par le conseiller J. de Blois**

ET RÉSOLU :

le Conseil accepte l'offre de services de JFLV, au montant de 18 900 \$, taxes en sus, facturé sur une base horaire.

ADOPTÉE

4. PERSONNES DÉSIGNÉES À L'APPLICATION DE RÈGLEMENTS (190)

2025-06-190

ATTENDU QUE l'article 147 du *Code de procédure pénale* (L.R.Q., c. C-25.1) ayant trait à l'émission d'un constat d'infraction prévoit qu'un poursuivant doit désigner par écrit les personnes autorisées à émettre des constats d'infraction et à appliquer les règlements municipaux en son nom;

EN CONSÉQUENCE,

**Il est proposé par le conseiller B. Jeansonne
appuyé par la conseillère C. Rocher**

ET RÉSOLU QUE :

le conseil de la Municipalité d'Austin désigne Mme Dominique Gagnon et M. Stéphane Perrier, respectivement inspectrice et inspecteur en bâtiments et en environnement, à titre de fonctionnaires désignés afin d'émettre des constats d'infraction et d'appliquer les règlements suivants:

- Règlement de nuisances n° 01-264;
- Règlement n° 03-291 visant à interdire l'utilisation extérieure des pesticides;
- Règlement n° 11-391a interdisant de nourrir les oiseaux aquatiques;
- Règlement n° 12-397 déterminant les distances séparatrices pour protéger les puits artésiens et de surface dans la municipalité d'Austin et régissant l'usage et le transport sur les chemins municipaux de produits susceptibles de compromettre la qualité de l'eau, l'environnement ou la santé et le bien-être général des résidents de la municipalité;
- Règlement n° 14-415 abrogeant le Règlement n° 02-284 concernant les nuisances et visant à prévenir l'infestation des moules zébrées et autres

- espèces exotiques envahissantes;
- Règlement n° 14-417 relatif à la gestion des matières résiduelles;
- Règlement n° 15-426 modifiant le règlement n° 14-417 relatif à la gestion des matières résiduelles;
- Règlement de zonage n° 16-430;
- Règlement de lotissement n° 16-431;
- Règlement de construction n° 16-432;
- Règlement de permis et certificats n° 16-433;
- Règlement de conditions d'émission des permis de construire n° 16-434;
- Règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble n° 16-435;
- Règlement relatif aux plans d'implantation et intégration architecturale (PIIA) n° 16 436;
- Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) n° 16 437;
- Règlement n° 23-513 sur la démolition d'immeubles;
- Règlement n° 18-460 sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme;
- Règlement n° 17-448 relatif aux espèces végétales exotiques nuisibles (EVEN);
- Règlement n° 17-449 relatif à la marche au ralenti des véhicules;
- Règlement n° 18-461 concernant la gestion des installations septiques;
- Règlement n° 19-471 concernant l'installation, l'utilisation et la prise en charge de l'entretien des systèmes de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet.

ADOPTÉE

5. ADJUDICATION DU CONTRAT DE RÉFECTION DU QUAI BRYANT (191)

2025-06-191

ATTENDU que le 21 mai dernier, la Municipalité a lancé un appel d'offres public pour la réfection du quai Bryant;

ATTENDU que l'appel d'offres demandait des prix distincts pour deux options, soit avec ou sans pieux;

ATTENDU que la Municipalité a reçu deux soumissions, à savoir :

	Sans pieux (avant taxes)	Avec pieux (avant taxes)
Groupe Lapalme Inc.	479 603,33 \$	651 663,33 \$
Maçonnerie Desrosiers de l'Estrie Inc.	750 590,14 \$	855 967,06 \$

ATTENDU que le Conseil juge d'opportun d'accorder le contrat pour l'option avec pieux, vu le projet de belvédère prévu;

ATTENDU QUE Groupe Lapalme Inc. est le plus bas soumissionnaire conforme;

EN CONSÉQUENCE,

**Il est proposé par le conseiller B. Jeansonne
appuyé par le conseiller V. Dingman**

ET RÉSOLU :

1. que le préambule fait partie intégrante de la présente résolution;
2. d'adjuger le contrat de réfection du quai Bryant, pour l'option avec pieux à **Groupe Lapalme Inc.** au montant de **749 249,91 \$**, taxes comprises;
3. le document d'appel d'offres, les addendas, la soumission déposée par Groupe Lapalme Inc. et la présente résolution constituent les documents contractuels.

ADOPTÉE

6. EMBAUCHE D'UN DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES (192)

2025-06-192

ATTENDU le départ le 11 avril dernier, de M. Stephen Nicholson, directeur des Services techniques, poste qui combinait les fonctions d'urbanisme, d'environnement et de travaux publics;

ATTENDU QUE devant la charge de travail excessive à ce poste, la Municipalité a revu son organigramme et a scindé le poste en deux, soit un directeur, Urbanisme et environnement, et un directeur, Travaux publics et infrastructures;

ATTENDU QU'un appel de candidatures a été fait pour le poste de directeur, Travaux publics et Infrastructures;

ATTENDU QU'à la suite de l'analyse des candidatures et leur rencontre en entrevue, le comité a retenu la candidature de M. Nicolas Samson;

ATTENDU QUE M. Samson possède les compétences et aptitudes requises pour occuper le poste;

EN CONSÉQUENCE,

**Il est proposé par le conseiller B. Jeansonne
appuyé par le conseiller J. de Blois**

ET RÉSOLU :

d'embaucher M. Nicolas Samson au poste de directeur des Travaux publics et Infrastructures, à compter du 30 juin, le tout aux conditions négociées.

ADOPTÉE

7. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE (193)

2025-06-193

Tous les points à l'ordre du jour étant épuisés, sur motion dûment donnée par la conseiller C. Rocher l'assemblée est levée à 17 h.

ADOPTÉE

Je, Lisette Maillé, mairesse de la municipalité d'Austin, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du *Code municipal*.

Cependant, ma signature ne vaut pas pour la résolution numéro _____ pour laquelle j'exerce le droit de veto prévu à l'article 142 (3) du *Code municipal*.

Lisette Maillé
Mairesse

Manon Fortin
Greffière-trésorière